

ques-uns de vos amis qui, fiers de leur mérite, semblent croire qu'on ne connaît pas leur point faible, se trouvent devant votre plume, la tentation vous vient de leur en faire sentir la pointe, et, presqu'involontairement, plus prompte que l'intention, elle effleure l'épiderme sensible. Mais quand c'est d'un adversaire que l'on fait rencontre, d'un adversaire dont on a déjà signalé les défauts, il est difficile à un esprit loyal de résister à l'envie de le saluer en passant et d'en dire quelque bien.

Je dirai donc que je verrais avec plaisir M. Cauchon, dont l'expérience politique est si grande, aller à Londres avec qualité pour représenter nos intérêts. Ce serait une voix de plus pour plaider notre cause. Nous ne saurions avoir trop de gens habiles occupés à cette difficile besogne. Faisons taire les jalousies, les haines, et regardons au but, qui est l'intérêt national. Si tous, M. Cartier, M. Langevin, M. Cauchon, M. Chauveau, M. Taschereau, se réunissaient à Londres pour travailler en commun, chacun dans sa sphère, les uns auprès des ministres et des membres du Parlement, les autres auprès des publicistes, des écrivains, des savants, des grandes autorités intellectuelles, des vrais maîtres de l'opinion publique, à la défense de nos droits, de notre cause, à l'extension de notre influence : ce serait un espoir de salut, un gage de sécurité pour le pays. Mais d'avance je puis dire que les choses ne se passeront pas ainsi. Parmi nous, chacun croit suffire à tout et prend ombrage du voisin. Les spécialités sont inconnues, on prétend n'être rien moins que des universalités.

Le gouvernement a déjà choisi quelques-uns des commissaires honoraires qui représenteront le Canada à Paris. M. Hector Bossange et M. Gustave Bossange étaient d'avance signalés à son choix par l'obligéance qu'ils ont de tout temps témoignée aux Canadiens visitant Paris, par les liens de famille qui les rattachent à notre pays, et plus encore par leur haute position personnelle en France.

Il faut espérer que notre gouvernement ne négligera pas d'offrir la même mission honorifique à tous les Français de distinction